



CHAPTER F-11

CHAPITRE F-11

Financial Administration Act

Loi sur l'administration financière

Chapter Outline

Sommaire

Definitions.	1(1)
appropriation — crédit budgétaire	
bank — banque	
Board — Conseil	
Chairman — Président	
Consolidated Fund — Fonds consolidé	
credit union — caisse populaire	
department — ministère	
fiscal year — année financière	
Minister — Ministre	
money — somme	
money paid to the Province for a special purpose — somme payée à la Province pour une fin spéciale	
negotiable instrument — effet de commerce	
Province — Province	
public money — deniers publics	
securities — valeurs ou titres	
Transitional.	1(2), (3), (4)
Administration. . . . .	.2
Board of Management membership. . . . .	.3
Secretary of the Board of Management. . . . .	.4(1)
Repealed. . . . .	.4(2)
Powers of Board of Management. . . . .	.5
Personnel management powers of Board of Management. . . . .	.6
Investigation by Board of Management. . . . .	.7
Department of Finance. . . . .	.8
Responsibilities of Minister. . . . .	.9
Agreements with Government of Canada. . . . .	.9.1, 9.2
Deputy Minister of Finance. . . . .	.10
Appointment of Comptroller. . . . .	.11
Duties of Comptroller. . . . .	.12
Powers of Comptroller. . . . .	.13
Duties of Comptroller. . . . .	.14
Repealed. . . . .	.15

Définitions.	1(1)
année financière — fiscal year	
banque — bank	
caisse populaire — credit union	
Conseil — Board	
crédit budgétaire — appropriation	
deniers publics — public money	
effet de commerce — negotiable instrument	
Fonds consolidé — Consolidated Fund	
ministère — department	
Ministre — Minister	
Président — Chairman	
Province — Province	
somme — money	
somme payée à la Province pour une fin spéciale — money paid to the Province for a special purpose	
valeurs ou titres — securities	
Dispositions transitoires.	1(2), (3), (4)
Application de la Loi. . . . .	.2
Membres du Conseil de gestion. . . . .	.3
Secrétaire du Conseil de gestion. . . . .	.4(1)
Abrogé. . . . .	.4(2)
Pouvoirs du Conseil de gestion. . . . .	.5
Pouvoirs d'administration du personnel du Conseil. . . . .	.6
Enquête du Conseil de gestion. . . . .	.7
Ministère des Finances. . . . .	.8
Responsabilités du Ministre. . . . .	.9
Ententes avec le gouvernement du Canada. . . . .	.9.1, 9.2
Sous-ministre des Finances. . . . .	.10
Désignation du contrôleur. . . . .	.11
Fonctions du contrôleur. . . . .	.12
Pouvoirs du contrôleur. . . . .	.13
Fonctions du contrôleur. . . . .	.14
Abrogé. . . . .	.15

Repealed.	16	Abrogés.	16
Repealed.	17	Abrogés.	17
Repealed.	18	Abrogés.	18
Repealed.	19	Abrogés.	19
Repealed.	20	Abrogés.	20
Repealed.	21	Abrogés.	21
Repealed.	22	Abrogés.	22
Public money.	23	Deniers publics.	23
Fiscal year.	24	Année financière.	24
Consolidated Fund.	25	Fonds consolidé.	25
Remission of tax, fee or penalty.	26	Remise d'un impôt, d'un droit.	26
Securities.	27, 28	Valeurs.	27, 28
Forgiveness of debt.	29	Remise de dette.	29
Payment out of Consolidated Fund.	30	Paiements sur le Fonds consolidé.	30
Estimates.	31	Prévisions.	31
Guarantees.	32	Garanties.	32
Payments out of Consolidated Fund.	33	Paiements sur le Fonds consolidé.	33
Special warrants.	34	Mandats spéciaux.	34
Payments out of Consolidated Fund.	35	Paiements sur le Fonds consolidé.	35
Approval of estimates.	36	Approbation des prévisions.	36
Payment of appropriation.	37	Paiement du crédit budgétaire.	37
Contracts with the Province.	38	Contrats conclus par la Province.	38
Form and approval of requisitions and payments.	39	Forme et approbation des demandes de paiements.	39
Approval of accounts.	40	Approbation des comptes.	40
Form of appropriation.	41	Forme du crédit budgétaire.	41
Refunds and repayments.	42	Remboursement.	42
Departmental records of real property and personal property.	43	Registre des biens réels et personnels.	43
Maximum balance for inventory accounts.	44	Solde maximal d'un compte d'inventaire.	44
Repealed.	45	Abrogé.	45
Deletions from inventory accounts.	46	Radiation d'articles du compte d'inventaire.	46
Form of public accounts.	47	Forme des comptes publics.	47
Public accounts before Legislature.	48	Comptes publics devant la Législature.	48
Laying before the Legislative Assembly financial statements examined by Auditor General.	48.1	Dépôt devant l'Assemblée législative des états financiers examinés par le vérificateur général.	48.1
Repealed.	49	Abrogé.	49
Assignment of debts of the Province.	50, 51, 52	Cession des dettes de la Province.	50, 51, 52
Accounts due to the Province.	53	Comptes dus à la Province.	53
Enforcement.	54	Exécution.	54
Evidence.	55	Preuve.	55
Negligence of civil servant.	56	Négligence du fonctionnaire.	56
Suspension of civil servant.	57	Suspension d'un fonctionnaire.	57
Property received by civil servant.	58	Biens reçus par un fonctionnaire.	58
Recoveries by Province.	59	Recouvrements par la Province.	59
Administrative charge.	59.1	Frais administratifs.	59.1
Reports to Legislature.	60	Compte rendu à la Législature.	60
Lease or transfer of property of Province.	61	Bail ou transfert de biens à la Province.	61
Regulations.	62	Règlements.	62

1(1) In this Act

“appropriation” means any authority of the Legislature to pay money out of the Consolidated Fund;

“bank” means a chartered bank;

“Board” means the Board of Management;

“Chairman” means the Chairman of the Board of Management;

“Consolidated Fund” means, notwithstanding any other Act, the aggregate of all public moneys, except the money in the Fiscal Stabilization Fund established under the *Fiscal Stabilization Fund Act*, that are on hand and on deposit to the credit of the Province;

“credit union” means a credit union incorporated under the *Credit Unions Act* and under any former Credit Unions Act of the Province;

“department” means

(a) any department prescribed by regulation, and

(b) any division of the public service prescribed by regulation.

“fiscal year” means the period commencing on April 1 in one year and ending on March 31 in the next year;

“Minister” means the Minister of Finance and includes any person designated by him to act on his behalf;

“money” includes negotiable instruments;

“money paid to the Province for a special purpose” includes all money paid to a public officer under a statute, trust, treaty, undertaking or contract, to be disbursed for a purpose specified in such statute, trust, treaty, undertaking or contract;

“negotiable instrument” includes any cheque, draft, traveller’s cheque, bill of exchange, postal note, money order, and any other similar instrument;

“Province” means Her Majesty the Queen in Right of the Province of New Brunswick;

“public money” means all money received or collected on behalf of the Province and includes

1(1) Dans la présente loi

« année financière » désigne la période commençant le 1^{er} avril d’une année et se terminant le 31 mars de l’année suivante;

« banque » désigne une banque à charte;

« caisse populaire » désigne une caisse populaire constituée en corporation en vertu de la *Loi sur les caisses populaires* ou de toute loi de la province sur les caisses populaires antérieurement en vigueur;

« Conseil » désigne le Conseil de gestion;

« crédit budgétaire » désigne toute autorisation de la Législature de payer des sommes sur le Fonds consolidé;

« deniers publics » désigne toute somme reçue ou perçue pour le compte de la Province et s’entend également

a) des revenus de la Province,

b) des sommes empruntées par la Province ou reçues par suite de l’émission ou la vente de titres,

c) des sommes reçues ou perçues pour la Province, et

d) des sommes payées à la Province pour une fin spéciale;

« effet de commerce » comprend des chèques de voyage et autres chèques, des traites, lettres de change, bons de poste, mandats-postes, versements postaux et tout autre instrument semblable;

« Fonds consolidé » désigne, nonobstant toute autre loi, l’ensemble de tous les deniers publics, à l’exception des sommes dans le Fonds de stabilisation financière établi en vertu de la *Loi sur le Fonds de stabilisation financière*, en caisse ou en dépôt au crédit de la Province;

« ministère » désigne

a) tout ministère défini par règlement, et

b) tout élément des services publics défini par règlement.

« Ministre » désigne le ministre des Finances et s’entend également de toute personne qu’il désigne pour le représenter;

- (a) revenues of the Province, « Président » désigne le Président du Conseil de gestion;
- (b) money borrowed by the Province or received through the issue or sale of securities, « Province » désigne Sa Majesté la Reine du chef de la Province du Nouveau-Brunswick;
- (c) money received or collected for the Province, and « somme » s'entend également des effets de commerce;
- (d) money paid to the Province for a special purpose; « somme payée à la Province pour une fin spéciale » s'entend également de toutes sommes payées à un fonctionnaire public en application d'une loi, d'une fiducie, d'un traité, d'un engagement ou d'un contrat, et qui doivent être déboursées pour un objet spécifié dans la loi, la fiducie, le traité, l'engagement ou le contrat en question;
- “securities” means « valeurs » ou « titres » désigne
- (a) securities representing part of the public debt of Canada or of any province of Canada, a) les valeurs représentant une partie de la dette publique du Canada ou d'une province canadienne,
- (b) bonds or debentures of any corporation where payment is guaranteed both as to principal and interest by Canada, by any province of Canada, or by any municipality or rural community of the Province of New Brunswick, or b) les obligations et débetures d'une corporation lorsque le paiement du principal et des intérêts de ces obligations ou débetures est garanti par le Canada, par une province du Canada ou par une municipalité ou communauté rurale de la Province du Nouveau-Brunswick, ou
- (c) bonds or debentures of any municipality or rural community of the Province of New Brunswick. c) les obligations et débetures d'une municipalité ou d'une communauté rurale de la province du Nouveau-Brunswick.
- 1(2)** A reference in any other Act to the office of Comptroller General shall be deemed to be a reference to the office of Comptroller. **1(2)** Toute mention faite, dans une autre loi, du bureau du contrôleur général est réputée concerner le bureau du contrôleur général.
- 1(3)** Unless the context otherwise requires, a reference in any other Act or in any regulation, by-law, proclamation or order-in-council or in any contract or other document to “Treasury Board” shall be deemed to be a reference to “Board of Management”. **1(3)** Sauf indication contraire du contexte, les références faites à l'expression « conseil du Trésor » dans toute autre loi ou dans un règlement, arrêté, proclamation ou décret en conseil ou dans tout contrat ou autre document doivent s'entendre comme faites à l'expression « Conseil de gestion ».
- 1(4)** Any collective agreement existing on the coming into force of this section between Her Majesty in right of the Province as represented by Treasury Board and any bargaining agent shall be deemed to be a valid and binding agreement between the bargaining agent and Her Majesty in right of the Province as represented by the Board of Management. **1(4)** Toute convention collective existant lors de l'entrée en vigueur du présent article entre, d'une part, Sa Majesté du chef de la province représentée par le conseil du Trésor et, d'autre part, tout agent de négociation est réputée être une convention valable et obligatoire entre l'agent de négociation et Sa Majesté du chef de la province représentée par le Conseil de gestion.
- 1966, c.10, s.1; 1968, c.28, s.1; 1972, c.31, s.1; 1975, c.22, s.1; 1979, c.23, s.1; 1981, c.A-17.1, s.19; 1984, c.44, s.1; 2001, c.F-14.05, s.18; 2005, c.7, s.30. 1966, c.10, art.1; 1968, c.28, art.1; 1972, c.31, art.1; 1975, c.22, art.1; 1979, c.23, art.1; 1981, c.A-17.1, art.19; 1984, c.44, art.1; 2001, c.F-14.05, art.18; 2005, c.7, art.30.

2(1) Subject to subsection (2), the Minister shall administer this Act and may appoint persons to act on his behalf.

2(2) The Chairman shall administer such portions of this Act as relate to the operation and responsibilities of the Board.

1966, c.10, s.2; 1972, c.31, s.2.

3(1) There shall be a board called the Board of Management consisting of

(a) the Minister of Finance who shall be the Chairman,

(b) a vice-chairman who shall be such Minister other than the Minister of Finance as may be designated by the Lieutenant-Governor in Council, and

(c) such other members of the Executive Council as are appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

3(2) The Lieutenant-Governor in Council may appoint additional members of the Executive Council to be alternates to serve in the place of members of the Board.

3(3) Subject to this Act the Board may determine its own rules and procedures.

1966, c.10, s.3; 1972, c.31, s.3; 1984, c.44, s.2; 1992, c.2, s.22.

4(1) The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the Deputy Minister of Finance as Secretary of the Board of Management, and the Board shall communicate through him with any department, office, board, agency, officer or other person.

4(2) Repealed: 1992, c.2, s.22.

1966, c.10, s.4; 1972, c.31, s.4; 1984, c.44, s.3; 1992, c.2, s.22.

5(1) The Board shall act as a committee of the Executive Council on all matters relating to

(a) financial management, including estimates, expenditures, accounts, fees or charges for the provision of services or the use of facilities, rentals, licences, leases, revenues from the disposition of property, fines and interest charges, and procedures by which departments manage, record and account for revenues received or receivable from whatever source;

2(1) Sous réserve du paragraphe (2), le Ministre est chargé d'appliquer la présente loi et peut nommer des personnes pour le représenter.

2(2) Le Président est chargé de l'application des parties de la présente loi qui ont trait au fonctionnement et aux responsabilités du Conseil.

1966, c.10, art.2; 1972, c.31, art.2.

3(1) Est constitué un conseil appelé Conseil de gestion composé

a) du ministre des Finances qui doit être le Président,

b) d'un vice-président qui doit être un ministre autre que le ministre des Finances et qui peut être désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil, et

c) d'autres membres du Conseil exécutif nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer d'autres membres du Conseil exécutif à titre de suppléants des membres du Conseil de gestion.

3(3) Sous réserve des dispositions de la présente loi, le Conseil peut établir ses propres règles et procédures.

1966, c.10, art.3; 1972, c.31, art.3; 1984, c.44, art.2; 1992, c.2, art.22.

4(1) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le sous-ministre des Finances secrétaire du Conseil de gestion, et le Conseil communique par son intermédiaire avec tout ministère, bureau, conseil, office, organisme, fonctionnaire ou autre personne.

4(2) Abrogé : 1992, c.2, art.22.

1966, c.10, art.4; 1972, c.31, art.4; 1984, c.44, art.3; 1992, c.2, art.22.

5(1) Le Conseil agit à titre de comité du Conseil exécutif pour tout ce qui concerne

a) la gestion financière, notamment les prévisions budgétaires, les dépenses, les comptes, les honoraires ou frais de fourniture de services ou d'utilisation d'installations, les locations, les permis, les baux, les revenus provenant de l'aliénation de biens, des amendes et des intérêts, ainsi que les méthodes employées par les ministères pour gérer, enregistrer et comptabiliser les re-

(b) the review, monitoring and adjustment as necessary of the annual expenditure plans, programs and results of the various departments;

(c) administrative policy in the public service;

(d) the organization of the public service or any portion thereof, and the determination and control of establishments therein;

(e) personnel management in the public service, including staffing and appointments, and the determination of terms and conditions of employment of persons employed therein;

(f) such other matters as may be referred to it by the Lieutenant-Governor in Council or on which the Board considers it necessary to act under powers conferred by this or any other Act.

5(2) The Board may

(a) prescribe the manner and form in which the accounts of the Province and the several departments are to be kept;

(b) direct any person receiving, managing or disbursing public funds to keep such books, records and accounts as the Board directs; and

(c) direct the co-ordination of administrative functions and services among and within departments.

5(3) Notwithstanding any other Act, the Board may prescribe the duties of the officers and clerks in the several departments with respect to accounting procedures and financial commitments.

5(4) The Lieutenant-Governor in Council may amend or revoke any action of the Board.

1966, c.10, s.5; 1969, c.31, s.1; 1972, c.31, s.5; 1975, c.22, s.2; 1984, c.44, s.4.

6(1) Subject to the provisions of any enactment respecting the powers and functions of a separate employer but

venus reçus ou à recevoir de toute provenance et pour en rendre compte;

b) l'examen, le contrôle et l'ajustement dans la mesure nécessaire des plans et programmes de dépenses annuelles des divers ministères du gouvernement ainsi que des résultats obtenus en ce domaine;

c) la politique administrative suivie dans les services publics;

d) l'organisation des services publics ou d'un de leurs éléments, ainsi que la détermination et le contrôle des établissements qui en font partie;

e) la gestion du personnel dans les services publics, notamment la dotation et les nominations ainsi que la fixation des conditions d'emploi des personnes qui y travaillent;

f) les autres questions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui soumettre ou au sujet desquelles le Conseil considère nécessaire d'agir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente ou toute autre loi.

5(2) Le Conseil peut

a) prescrire de quelle manière et sous quelle forme doivent être tenus les comptes de la Province et des divers ministères;

b) ordonner à toute personne qui reçoit, gère ou débourse des deniers publics de tenir les livres, registres et comptes qu'il lui indique; et

c) ordonner la coordination des fonctions et services administratifs entre les ministères et à l'intérieur de chacun d'eux.

5(3) Nonobstant toute autre loi, le Conseil peut prescrire les fonctions des cadres et employés des divers ministères en matière de procédures de comptabilité et d'engagements financiers.

5(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier ou annuler tout acte du Conseil.

1966, c.10, art.5; 1969, c.31, art.1; 1972, c.31, art.5; 1975, c.22, art.2; 1984, c.44, art.4.

6(1) Sous réserve des dispositions de tout texte législatif concernant les pouvoirs et fonctions d'un employeur dis-

notwithstanding any other provision contained in any enactment, the Board may, in the exercise of its responsibilities in relation to personnel management including its responsibilities in relation to employer and employee relations in the public service and without restricting the generality of section 5,

- (a) determine the human resources requirements of the public service and provide for the allocation and the effective utilization of human resources within the public service;
- (b) determine requirements for the training and development of personnel in the public service and fix the terms on which such training and development may be carried out;
- (c) provide for the classification of positions of employees in the public service;
- (d) determine and regulate the pay to which persons employed in the public service are entitled for services rendered, the hours of work and leave of such persons and any matters related thereto;
- (e) provide for the awards that may be made to persons employed in the public service for outstanding performance of their duties, for other meritorious achievements in relation to those duties and for inventions or practical suggestions for improvements;
- (f) establish standards of competence and discipline in the public service and prescribe the financial and other penalties, including suspension and discharge, that may be applied for incompetence, incapacity or for breaches of discipline or misconduct, and the circumstances and manner in which and the authority by which or whom those penalties may be applied or may be varied or rescinded in whole or in part;
- (g) establish and provide for the application of standards governing physical working conditions of, and for the health and safety of, persons employed in the public service;
- (h) determine and regulate the payments that may be made to persons employed in the public service by way of reimbursement of travelling or other expenses and by way of allowances in respect of expenses and conditions arising out of their employment; and

tinct, mais nonobstant toute autre disposition figurant dans un texte législatif, le Conseil peut, dans l'exercice de ses responsabilités en matière de gestion du personnel, y compris celles en matière de relations entre employeur et employés dans les services publics, et sans limiter la portée générale de l'article 5,

- a) déterminer les effectifs nécessaires aux services publics et assurer la répartition et la bonne utilisation des effectifs au sein des services publics;
- b) déterminer les besoins quant à la formation et au perfectionnement du personnel dans les services publics et fixer les conditions auxquelles cette formation et ce perfectionnement peuvent être assurés;
- c) prévoir la classification des postes d'employés au sein des services publics;
- d) déterminer et régler les traitements auxquels ont droit les personnes employées dans les services publics en retour des services rendus, la durée de leur travail et leurs congés ainsi que les questions connexes;
- e) prévoir les récompenses qui peuvent être accordées aux personnes employées dans les services publics pour leurs services exceptionnels, pour d'autres réalisations méritoires en rapport avec leurs fonctions et pour des inventions ou propositions pratiques d'améliorations;
- f) établir des normes de compétence et de discipline dans les services publics et prescrire les sanctions pécuniaires et autres, y compris la suspension et le congédiement, qui peuvent être appliquées pour incompetence, incapacité, manquements à la discipline ou inconduite, et indiquer dans quelles circonstances de quelle manière, par qui et en vertu de quels pouvoirs ces sanctions peuvent être appliquées, ou peuvent être modifiées ou annulées en tout ou partie;
- g) établir des normes régissant les conditions physiques de travail, d'hygiène et de sécurité, en ce qui concerne les personnes employées dans les services publics, et en prévoir l'application;
- h) déterminer et régler les paiements qui peuvent être faits aux personnes employées dans les services publics sous forme de remboursement de frais de déplacement ou autres ou sous forme d'indemnités relatives aux dépenses et aux conditions que comporte leur emploi; et

(i) provide for such other matters, including terms and conditions of employment not otherwise specifically provided for in this subsection, as the Board considers necessary for effective personnel management in the public service.

6(2) The Board may delegate any of its powers and functions in relation to personnel management to the appropriate portion of the public service to be exercised in such manner and subject to such terms and conditions as the Board directs, and the Board may revise or recall and reinstate such delegation.

6(3) Where in any enactment there is a reference to any matter that may be determined, fixed, provided for, regulated or established under subsection (1), the reference shall, except as regards any transaction, matter or thing anterior to the time of the coming into force of this section, be construed as a reference to this Act.

6(4) In this section,

“enactment” includes a regulation, order or other instrument made under the authority of an Act;

“public service” has the same meaning given to the expression “Public Service” in the *Public Service Labour Relations Act*, and includes any portion of the public service of the Province designated by the Lieutenant-Governor in Council as part of the public service for the purpose of this section;

“separate employer” means a separate employer within the meaning of the *Public Service Labour Relations Act*.

1969, c.31, s.2; 1975, c.22, s.3; 1984, c.44, s.5.

6.1 Repealed: 2008, c.7, s.23.

2002, c.R-5.05, s.76; 2008, c.7, s.23.

7 The Board may require from any public officer or agent of the Province any account, return, statement, document, report or information necessary for the due performance of its duties.

1966, c.10, s.6.

i) régler toutes les autres questions, notamment les conditions de travail non autrement prévues de façon expresse par le présent paragraphe, que le Conseil estime nécessaires à la gestion efficace du personnel dans les services publics.

6(2) Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs et fonctions en matière de gestion du personnel à l'élément approprié des services publics pour que celui-ci les exerce de la manière et sous réserve des conditions que prescrit le Conseil, et ce dernier peut modifier, retirer ou rétablir cette délégation.

6(3) Lorsque, dans un texte législatif, il est fait mention d'une question qu'il est possible de déterminer, fixer, prévoir, réglementer ou établir en vertu du paragraphe (1), cette mention doit s'interpréter comme une mention de la présente loi sauf s'il s'agit d'une opération, question ou autre chose antérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

6(4) Dans le présent article,

« disposition législative » Abrogé : 1984, c.44, art.5.

« employeur distinct » désigne un employeur distinct, au sens où l'entend la *Loi sur les relations de travail dans les services publics*;

« services publics » a le sens que la *Loi sur les relations de travail dans les services publics* confère à l'expression « services publics » et s'entend également de tout élément des services publics de la Province désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil comme partie des services publics aux fins du présent article;

« texte législatif » comprend un règlement, décret, arrêté ou autre instrument établi en vertu d'une loi.

1969, c.31, art.2; 1975, c.22, art.3; 1984, c.44, art.5.

6.1 Abrogé : 2008, c.7, art.23.

2002, c.R-5.05, art.76; 2008, c.7, art.23.

7 Le Conseil peut exiger, d'un fonctionnaire public ou d'un représentant de la Province toute déclaration, tout compte, état, document, rapport ou renseignement nécessaire au fidèle accomplissement de ses devoirs.

1966, c.10, art.6.

8 The Minister shall preside over a department called the Department of Finance.

1966, c.10, s.7.

9 The Minister has the management and direction of the Department of Finance, the management of the Consolidated Fund and public debt and the supervision, control and direction of all matters relating to the financial affairs of the Province not by this or any other Act assigned to the Board, to the Chairman or to any other Minister.

1966, c.10, s.8; 1972, c.31, s.6.

9.1 The Lieutenant-Governor in Council may authorize a member of the Executive Council, on behalf of the Province or any agency thereof, to enter into agreements with the Government of Canada or any of its agencies to

- (a) borrow money by way of security or otherwise,
- (b) guarantee payment of any obligation, or
- (c) transfer any money,

pursuant to any financial assistance program of the Government of Canada or its agencies.

1974, c.15(Supp.), s.1; 1979, c.23, s.2; 1984, c.44, s.6.

9.2 The Minister may, upon the approval of the Lieutenant-Governor in Council, on behalf of the Crown or any agency thereof, enter into taxation agreements, or amend the terms of any taxation agreement entered into, with the Government of Canada or any of its agencies.

1978, c.22, s.1.

10 There shall be a Deputy Minister of Finance to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

1966, c.10, s.9.

11(1) Notwithstanding the *Civil Service Act*, there shall be an officer in the Department of Finance called the Comptroller to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

11(2) The Comptroller holds office during good behaviour, but the Lieutenant-Governor in Council may remove him for cause.

8 Le Ministre préside un ministère appelé le ministère des Finances.

1966, c.10, art.7.

9 Le Ministre a la conduite et la direction du ministère des Finances, la gestion du Fonds consolidé et de la dette publique, ainsi que la surveillance, le contrôle et la direction de tout ce qui concerne les affaires financières de la Province que la présente ou une autre loi n'attribue pas au Conseil, au Président ou à un autre ministre.

1966, c.10, art.8; 1972, c.31, art.6.

9.1 Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser un membre du Conseil exécutif, au nom de la province ou de tout organisme de celle-ci, à conclure avec le gouvernement du Canada ou l'un quelconque de ses organismes des ententes pour

- a) l'emprunt de fonds par émission de valeurs ou autrement,
- b) la garantie du paiement de toute obligation, ou
- c) le transfert de toutes sommes

conformément à tout programme d'assistance financière du gouvernement du Canada ou de ses organismes.

1974, c.15(Supp.), art.1; 1979, c.23, art.2; 1984, c.44, art.6.

9.2 Le Ministre peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et au nom de la Couronne ou de l'un de ses organismes, conclure des accords fiscaux avec le gouvernement du Canada ou l'un de ses organismes, ou modifier les termes de ceux déjà conclus.

1978, c.22, art.1.

10 Un sous-ministre des Finances est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1966, c.10, art.9.

11(1) Nonobstant la *Loi sur la Fonction publique*, il y a au ministère des Finances un fonctionnaire appelé contrôleur et nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

11(2) Le contrôleur reste en fonction tant qu'il en est digne, mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut le révoquer pour un juste motif.

11(3) Where the Comptroller is removed from office the Minister shall lay the Order in Council providing for his removal and the documents relating thereto before the Legislative Assembly within ten days after it is made, or if the Legislature is not in session, within ten days after the commencement of the next ensuing session.

1966, c.10, s.10.

12 The Comptroller

(a) shall ensure the proper receipt, recording and disposition of public money;

(b) shall control the account classification as determined by the Board;

(c) shall control disbursement from the Consolidated Fund in accordance with this Act;

(d) subject to the direction of the Board, shall maintain or cause to be maintained the appropriation and financial accounts relating to the operations of the Consolidated Fund and co-ordinate procedures related thereto;

(e) shall prepare the Public Accounts and any other financial statements and reports required by the Minister or the Board; and

(f) shall ensure compliance with administrative directions of the Board.

1966, c.10, s.11; 1996, c.10, s.1.

13(1) Notwithstanding any other Act, the Comptroller

(a) may examine

(i) files,

(ii) documents, and

(iii) records

relating to the accounts of any portion of the public service; and

(b) may require and receive from any person in the public service information, reports and explanations necessary for the performance of his duties.

13(2) The Comptroller may station in any portion of the public service any person employed in his office to enable

11(3) Lorsque le contrôleur est révoqué, le Ministre doit soumettre à l'Assemblée législative le décret en conseil portant sa révocation ainsi que les documents y relatifs, dans les dix jours de la date du décret ou, si la Législature n'est pas alors en session, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

1966, c.10, art.10.

12 Le contrôleur

(a) veille à ce que les deniers publics soient dûment perçus, pris en compte et utilisés;

(b) contrôle la classification des comptes établie par le Conseil;

(c) contrôle les débours du Fonds consolidé conformément à la présente loi;

(d) sous réserve des instructions du Conseil, tient ou fait tenir les comptes de crédits budgétaires et comptes financiers afférents aux opérations du Fonds consolidé et coordonne les méthodes comptables y relatives;

(e) prépare les comptes publics et tous autres états financiers et rapports requis par le Ministre ou le Conseil; et

(f) veille à ce que les instructions administratives du Conseil soient respectées.

1966, c.10, art.11; 1996, c.10, art.1.

13(1) Nonobstant toute autre loi, le contrôleur

(a) peut examiner

(i) les dossiers,

(ii) les documents, et

(iii) les registres

afférents aux comptes d'un élément des services publics; et

(b) peut exiger et recevoir de toute personne travaillant dans les services publics les renseignements, rapports et explications nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

13(2) Le contrôleur peut, aux fins d'exercer ses fonctions, détacher dans un élément des services publics un

him to carry out his duties and that portion of the public service shall provide the necessary office accommodation for such person.

13(3) Notwithstanding the *Civil Service Act*, the Comptroller may suspend from the performance of his duties any person employed in his office.

1966, c.10, s.12; 1984, c.44, s.7.

14(1) On the request of the head of any portion of the public service and with the approval of the Minister, the Comptroller

(a) may provide for that portion of the public service accounting and other services in connection with the collection and accounting of public money, and

(b) may examine the collection and accounting practices of that portion of the public service and report thereon to the head thereof.

14(2) In this section and in section 13, “public service” has the same meaning given to the expression “Public Service” in the *Public Service Labour Relations Act*, and includes any portion of the public service of the Province designated by the Lieutenant-Governor in Council as part of the public service for the purpose of this section and section 13.

1966, c.10, s.13; 1984, c.44, s.8.

15 Repealed: 1981, c.A-17.1, s.20.

1966, c.10, s.14; 1971, c.33, s.1; 1981, c.A-17.1, s.20.

16 Repealed: 1981, c.A-17.1, s.20.

1966, c.10, s.15; 1981, c.A-17.1, s.20.

17 Repealed: 1981, c.A-17.1, s.20.

1966, c.10, s.16; 1981, c.A-17.1, s.20.

18 Repealed: 1981, c.A-17.1, s.20.

1966, c.10, s.17; 1981, c.A-17.1, s.20.

19 Repealed: 1981, c.A-17.1, s.20.

1981, c.A-17.1, s.20.

20 Repealed: 1981, c.A-17.1, s.20.

1966, c.10, s.19; 1981, c.A-17.1, s.20.

employé de son bureau et cet élément des services publics doit mettre à la disposition de cet employé les bureaux nécessaires.

13(3) Nonobstant la *Loi sur la Fonction publique*, le contrôleur peut suspendre tout employé de son bureau.

1966, c.10, art.12; 1984, c.44, art.7.

14(1) À la demande du chef d’un élément des services publics et avec l’approbation du Ministre, le contrôleur

a) peut assurer, pour cet élément des services publics, la comptabilité et d’autres services relatifs à la perception et à la comptabilité des deniers publics, et

b) peut examiner les méthodes de perception et de comptabilité de cet élément des services publics et faire rapport à leur sujet au chef de cet élément des services publics.

14(2) Dans le présent article et dans l’article 13, « services publics » a le sens que la *Loi relatives aux relations de travail dans les services publics* confère à l’expression « services publics » et s’entend également de tout élément des services publics de la Province désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil comme partie des services publics aux fins du présent article.

1966, c.10, art.13; 1984, c.44, art.8.

15 Abrogé : 1981, c.A-17.1, art.20.

1966, c.10, art.14; 1971, c.33, art.1; 1981, c.A-17.1, art.20.

16 Abrogé : 1981, c.A-17.1, art.20.

1966, c.10, art.15; 1981, c.A-17.1, art.20.

17 Abrogé : 1981, c.A-17.1, art.20.

1966, c.10, art.16; 1981, c.A-17.1, art.20.

18 Abrogé : 1981, c.A-17.1, art.20.

1966, c.10, art.17; 1981, c.A-17.1, art.20.

19 Abrogé : 1981, c.A-17.1, art.20.

1981, c.A-17.1, art.20.

20 Abrogé : 1981, c.A-17.1, art.20.

1966, c.10, art.19; 1981, c.A-17.1, art.20.

21 Repealed: 1981, c.A-17.1, s.20.
1966, c.10, s.20; 1981, c.A-17.1, s.20; 1981, c.26, s.1.

22 Repealed: 1981, c.A-17.1, s.20.
1966, c.10, s.21; 1981, c.A-17.1, s.20.

23(1) All public money shall be deposited to the credit of the Province in such banks, trust companies or credit unions as may be designated by the Minister.

23(1.1) The Minister shall not designate a bank or trust company for the purposes of subsection (1) unless the bank or trust company is a member of the Canadian Payments Association under the *Canadian Payments Association Act* (Canada).

23(1.2) The Minister shall not designate a credit union for the purposes of subsection (1) unless the credit union is a member of a federation that is a member of the Canadian Payments Association under the *Canadian Payments Association Act* (Canada).

23(2) Every person who collects or receives public money

(a) shall deposit such public money to the credit of the Province, and

(b) shall keep a record of receipts and deposits,

as prescribed by regulation.

1966, c.10, s.22; 1979, c.23, s.3; 1993, c.4, s.1.

24 Revenues or refunds of expenditures received by the Province within three months after the end of the fiscal year to which they apply, and revenues earned by or refunds due to the Province at the end of the fiscal year but not received within three months after the end of the fiscal year, may be credited to the appropriate accounts of that fiscal year.

1966, c.10, s.23; 1981, c.26, s.2.

25 A commission, rebate or refund payable under any Act is to be paid out of the Consolidated Fund and charged to the appropriate revenue but, if that source of revenue is no longer available, such payments are deemed to be expenditures out of a statutory appropriation.

1966, c.10, s.24.

21 Abrogé : 1981, c.A-17.1, art.20.
1966, c.10, art.20; 1981, c.A-17.1, art.20; 1981, c.26, art.1.

22 Abrogé : 1981, c.A-17.1, art.20.
1966, c.10, art.21; 1981, c.A-17.1, art.20.

23(1) Tous les deniers publics doivent être déposés au crédit de la province dans des banques, compagnies de fiducie ou caisses populaires que peut désigner le Ministre.

23(1.1) Le Ministre ne peut, aux fins du paragraphe (1), désigner une banque ou une compagnie de fiducie qui n'est pas membre de l'Association canadienne des paiements au titre de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* (Canada).

23(1.2) Le Ministre ne peut, aux fins du paragraphe (1), désigner une caisse populaire qui n'est pas membre d'une fédération, membre elle-même de l'Association canadienne des paiements au titre de la *Loi sur l'Association canadienne des paiements* (Canada).

23(2) Quiconque recouvre ou perçoit des deniers publics

a) dépose ces deniers publics au crédit de la Province, et

b) tient un registre des recettes et dépôts,

comme le prescrivent les règlements.

1966, c.10, art.22; 1979, c.23, art.3; 1993, c.4, art.1.

24 Les revenus ou les remboursements de dépenses reçus par la province dans les trois mois qui suivent la fin de l'année financière à laquelle ils se rapportent, et les revenus gagnés par la province ou les remboursements qui lui sont dus à la fin de l'année financière mais qui ne sont pas reçus dans les trois mois qui suivent la fin de l'année financière, peuvent être crédités aux comptes appropriés de cette année financière.

1966, c.10, art.23; 1981, c.26, art.2.

25 Une commission, une ristourne ou un remboursement payables en vertu de toute loi doivent être payés sur le Fonds consolidé et débités au compte du revenu approprié mais, si cette source de revenu n'existe plus, ces paiements sont censés être des dépenses faites sur un crédit budgétaire prévu par la loi.

1966, c.10, art.24.

- 26(1)** The Board may remit any tax, fee or penalty.
- 26(2)** A remission under this section may be total or partial, conditional or unconditional.
- 26(3)** Remissions under any Act are to be paid out of the Consolidated Fund and, if more than five hundred dollars, are to be reported in the Public Accounts.
1966, c.10, s.25; 1994, c.19, s.1.
- 27(1)** The Minister may purchase, acquire and hold securities and pay therefor out of the Consolidated Fund.
- 27(2)** The Minister may sell any securities purchased, acquired or held under subsection (1).
- 27(2.1)** In addition to subsection (1), the Minister may purchase, acquire and hold such investments as are approved by the Lieutenant-Governor in Council upon the recommendation of the Minister, and pay therefor out of the Consolidated Fund.
- 27(2.2)** The Minister may sell any investments purchased, acquired or held under subsection (2.1).
- 27(3)** A net profit resulting in any fiscal year from the sale of securities and other investments under this section is to be credited to the revenues of that fiscal year, and a net loss incurred in any fiscal year from such sales is to be charged to an appropriation provided for that purpose.
1966, c.10, s.26; 1979, c.23, s.4.
- 28** Notwithstanding any other Act, no securities are to be purchased by any department, agency or crown corporation of the Province or by any administration, board, commission or sinking fund trustee appointed under any Act without the approval of the Minister.
1966, c.10, s.27.
- 29(1)** Subject to subsection (2), the Board, in accordance with the regulations, may delete from the assets of the Province in whole or in part any obligation or debt due to the Province or any claim by the Province.

- 26(1)** Le Conseil peut faire remise d'un impôt, d'un droit ou d'une peine pécuniaire.
- 26(2)** Une remise faite en vertu du présent article peut être totale ou partielle, conditionnelle ou inconditionnelle.
- 26(3)** Les remises faites en vertu de toute loi sont payées sur le Fonds consolidé et, lorsqu'elles dépassent cinq cents dollars, doivent être indiquées dans les comptes publics.
1966, c.10, art.25; 1994, c.19, art.1.
- 27(1)** Le Ministre peut acheter, acquérir et détenir des valeurs et les payer sur le Fonds consolidé.
- 27(2)** Le Ministre peut vendre des valeurs qui ont été achetées ou acquises ou sont détenues en vertu du paragraphe (1).
- 27(2.1)** Outre les dispositions prévues au paragraphe (1) le Ministre peut acquérir et détenir ces biens d'investissement agréés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du Ministre et les payer sur le Fonds consolidé.
- 27(2.2)** Le Ministre peut vendre des biens d'investissement qui ont été acquis ou sont détenus en vertu du paragraphe (2.1).
- 27(3)** Un profit net résultant, au cours d'une année financière, de la vente de valeurs et autres biens d'investissement en vertu du présent article doit être crédité aux revenus de cette année financière, et une perte nette résultant, au cours d'une année financière, de telles ventes doit être imputée sur les fonds d'un crédit budgétaire voté à cette fin.
1966, c.10, art.26; 1979, c.23, art.4.
- 28** Nonobstant toute autre loi, un ministère ou organisme de la Province, une société provinciale de la Couronne, une administration, un conseil, un office, une commission ou un fiduciaire de fonds d'amortissement nommé en vertu d'une loi ne doit pas acheter de valeurs sans l'approbation du Ministre.
1966, c.10, art.27.
- 29(1)** Sous réserve du paragraphe (2), le Conseil peut, conformément aux règlements, radier de l'actif de la Province tout ou partie du montant d'une obligation envers la Province, d'une créance de la Province ou d'une réclamation de la Province.

29(2) The Secretary of the Board, in accordance with the regulations, may delete from the assets of the Province any obligation or debt due to or claim by the Province that does not exceed one hundred dollars.

29(3) Deletions under this section may be charged

(a) to applicable revenues or reserves, or

(b) if there are no applicable revenues or reserves, to the Consolidated Fund as an appropriation.

29(4) Deletions under this section during any year are to be reported in the Public Accounts for that year.

29(5) Where any public money is included in any reserve established under this Act it is to be charged to the Consolidated Fund as an expenditure.

1966, c.10, s.28; 1994, c.19, s.2.

30 Subject to section 34, no payment is to be made out of the Consolidated Fund without the authority of the Legislature.

1966, c.10, s.29.

31 All estimates of expenditures submitted to the Legislature are to be for the services to be rendered during the fiscal year.

1966, c.10, s.30.

32 A guarantee by the Province of payment of any obligation requires the authority of the Legislature, and, subject to the Act authorizing the guarantee, any amount required to be paid under the guarantee is to be paid out of the Consolidated Fund.

1966, c.10, s.31.

33(1) Money paid to the Province for a special purpose and deposited to the credit of the Consolidated Fund may be paid out of the Consolidated Fund for that purpose.

33(2) Subject to any other Act, the Board may order the Minister to pay, out of the Consolidated Fund, interest as prescribed by regulation on money referred to in subsection (1).

1966, c.10, s.32.

29(2) Le secrétaire du Conseil, conformément aux règlements, peut radier de l'actif de la Province le montant d'une obligation envers la Province, d'une créance de la Province ou d'une réclamation de la Province lorsqu'elle ne dépasse pas cent dollars.

29(3) Les radiations effectuées en vertu du présent article peuvent être imputées

a) au compte des revenus ou réserves correspondants, ou

b) s'il n'y a pas de revenus ou réserves correspondants, au Fonds consolidé sous forme de crédit budgétaire.

29(4) Les radiations effectuées en vertu du présent article au cours d'une année doivent être indiquées dans les comptes publics de cette année.

29(5) Lorsque des deniers publics sont inclus dans une réserve établie en vertu de la présente loi, ils doivent être débités au Fonds consolidé comme une dépense.

1966, c.10, art.28; 1994, c.19, art.2.

30 Sous réserve de l'article 34, aucun paiement ne doit être fait sur le Fonds consolidé sans l'autorisation de la Législature.

1966, c.10, art.29.

31 Toutes les prévisions budgétaires de dépenses soumises à la Législature doivent être afférentes aux services à rendre au cours de l'année financière.

1966, c.10, art.30.

32 L'autorisation de la Législature est nécessaire pour que la Province puisse garantir le paiement d'une obligation et, sous réserve de la loi autorisant la garantie, tout montant dont le paiement est exigé aux termes de la garantie doit être payé sur le Fonds consolidé.

1966, c.10, art.31.

33(1) Les sommes payées à la Province pour une fin spéciale et déposées au crédit du Fonds consolidé peuvent être payées sur le Fonds consolidé à cette fin.

33(2) Sous réserve de toute autre loi, le Conseil peut ordonner au Ministre de payer, sur le Fonds consolidé, les intérêts dont le paiement est prescrit par règlement sur les sommes mentionnées au paragraphe (1).

1966, c.10, art.32.

34(1) When

- (a) the Legislature is not in session,
- (b) expenditures not foreseen or provided for by the Legislature are required urgently for the public good, and
- (c) the Board approves,

the Lieutenant-Governor in Council may order a special warrant prepared, to be signed by the Lieutenant-Governor, authorizing payment out of the Consolidated Fund of the amount included in the special warrant.

34(2) For the purposes of this section the Legislature shall be deemed to be not in session when it has been adjourned indefinitely or for a period in excess of thirty days.

34(3) A special warrant made under this section is deemed to be an appropriation for the fiscal year for which the warrant is made.

34(4) Where a special warrant has been issued pursuant to this section, the amounts appropriated thereby shall be submitted at the next ensuing session of the Legislature by means of a special *Appropriation Act* for the amounts so appropriated in each fiscal year.

34(5) Every special warrant issued pursuant to this section shall be published in *The Royal Gazette* within thirty days after it is issued.

34(6) Subsection (4) and (5) shall apply to special warrants issued in relation to expenditures that are made in, and chargeable to, fiscal years commencing on or after April 1, 1971.

1966, c.10, s.33; 1971, c.33, s.2.

35 Notwithstanding the provisions of this or any other Act, the Comptroller may make such payments out of the Consolidated Fund as are required to provide, from the beginning of the fiscal year until supply is voted by the Legislature for that year, or the thirty-first day of July, whichever is earlier, the ordinary public services for which appropriations were made for the previous fiscal year.

1968, c.28, s.2; 1981, c.26, s.3.

34(1) Lorsque

- a) la Législature n'est pas en session,
- b) des dépenses que la Législature n'avait pas prévues ou auxquelles elle n'avait pas pourvu sont requises d'urgence pour le bien public, et
- c) le Conseil donne son approbation,

le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner l'établissement d'un mandat spécial, à signer par le lieutenant-gouverneur, autorisant le paiement sur le Fonds consolidé du montant indiqué dans le mandat spécial.

34(2) Aux fins du présent article, la Législature est réputée ne pas être en session lorsqu'elle a été ajournée pour une période indéterminée ou dépassant trente jours.

34(3) Un mandat spécial émis en application du présent article est réputé être un crédit budgétaire pour l'année financière pour laquelle il est émis.

34(4) Lorsqu'un mandat spécial a été émis conformément au présent article, les sommes affectées par ce mandat sont soumises à l'approbation de la Législature au cours de la session suivante au moyen d'une *Loi d'affectation de crédits* spéciale portant les sommes ainsi affectées au cours de chaque année financière.

34(5) Chaque mandat spécial émis conformément au présent article doit être publié dans la *Gazette royale* dans les trente jours de son émission.

34(6) Les paragraphes (4) et (5) s'appliquent aux mandats spéciaux émis pour des dépenses faites au cours des années financières commençant le 1^{er} avril 1971 ou ultérieurement et imputables à ces années financières.

1966, c.10, art.33; 1971, c.33, art.2.

35 Nonobstant les dispositions de la présente ou de toute autre loi, le contrôleur peut faire, sur le Fonds consolidé, les paiements nécessaires pour assurer, depuis le début d'une année financière jusqu'au vote des crédits budgétaires par la Législature pour cette année, ou jusqu'au 31 juillet si les crédits budgétaires ne sont pas encore votés à cette date, les services publics habituels pour lesquels des crédits budgétaires avaient été votés pour l'année financière précédente.

1968, c.28, art.2; 1981, c.26, art.3.

36(1) The head of each department for which an appropriation is required, shall prepare and submit to the Board for review and approval the estimated amounts required for the operation of that department for the ensuing fiscal year.

36(2) The estimates are to contain the statutory appropriations not required to be voted by the Legislature.

36(3) No expenditure is to be made unless provided for in an appropriation.

36(4) If the details respecting all or part of an appropriation show an item as a revenue or a refund of expenditures, the appropriation shall be deemed to authorize the payment of an amount equal to the aggregate of

- (a) the amount expressly appropriated,
- (b) the amount of the estimated revenues or refunds of expenditures set out in the details respecting the appropriation, and
- (c) with the approval of the Board, the amount by which the actual revenues or refunds of expenditures exceed the estimated revenues or refunds of expenditures set out in the details respecting the appropriation.

1966, c.10, s.34; 1994, c.61, s.1.

37(1) The balance of an appropriation voted for a fiscal year that remains unexpended at the end of that fiscal year shall lapse, except that charges relating to work performed, goods received, services rendered or liabilities incurred during the fiscal year may be made to that appropriation within three months after the end of the fiscal year.

37(2) Notwithstanding subsection (1) or any other provision of this Act, any or all of the balance of an appropriation that remains unexpended at the end of the fiscal year for which it was voted may, with the approval of the Board, be expended in the ensuing fiscal year without further authorization by the Legislature.

1966, c.10, s.35; 1968, c.28, s.3; 1981, c.26, s.4; 1994, c.61, s.2.

38(1) No contract is to be made by which money is to be paid during the fiscal year in which the contract is made

36(1) Le chef de tout ministère pour lequel un crédit budgétaire est nécessaire prépare et soumet à l'étude et à l'approbation du Conseil les prévisions des dépenses nécessaires au fonctionnement de ce ministère pour l'année financière suivante.

36(2) Les prévisions budgétaires doivent contenir les crédits budgétaires prévus par la loi pour lesquels un vote de la Législature n'est pas nécessaire.

36(3) Aucune dépense ne doit être faite s'il n'y est pourvu par un crédit budgétaire.

36(4) Si les détails concernant la totalité ou une partie d'un crédit budgétaire montrent un article comme revenu ou remboursement de dépenses, le crédit budgétaire est réputé autoriser le paiement d'un montant égal à la somme

- a) du montant expressément affecté,
- b) du montant des prévisions des revenus ou remboursements de dépenses indiquées en détail concernant le crédit budgétaire, et
- c) avec l'approbation du Conseil, du montant par lequel les revenus ou remboursements de dépenses réels dépassent les prévisions des revenus ou remboursements de dépenses indiquées en détail concernant le crédit budgétaire.

1966, c.10, art.34; 1994, c.61, art.1.

37(1) Lorsque, sur un crédit budgétaire voté pour une année financière, il reste un solde non dépensé à la fin de cette année financière, ce solde est annulé, cependant les dépenses relatives aux travaux accomplis, marchandises reçues, services rendus ou dettes contractées au cours de l'année financière peuvent être imputées sur ce crédit budgétaire dans les trois mois qui suivent la fin de l'année financière.

37(2) Nonobstant le paragraphe (1) ou toute autre disposition de la présente loi, la totalité ou une partie du solde d'un crédit budgétaire non dépensé à la fin de l'année financière pour laquelle il a été voté peut, avec l'approbation du Conseil, être dépensée dans l'année financière suivante sans autre autorisation de la Législature.

1966, c.10, art.35; 1968, c.28, art.3; 1981, c.26, art.4; 1994, c.61, art.2.

38(1) Dans une année financière, il ne doit être conclu de contrat prévoyant le paiement de sommes au cours de

unless there is a sufficient unencumbered balance in the applicable appropriation.

38(2) Every contract

- (a) made by the Province after the coming into force of this section, and
- (b) providing for payment of public money,

is deemed to contain the following term:

No payment is to be made by the Province under this contract in any fiscal year unless an appropriation against which the payment is to be charged is made in that fiscal year.

38(3) The Minister of a department or any person designated by such Minister shall ensure that all contracts under the administration and control of such Minister and involving the payment of public money are retained.

38(4) The provisions of subsections (1) and (2) do not apply to a guarantee made, a contract of indemnity entered into, or bonds, debentures, notes or other securities issued, by the Province or any agency thereof.

1966, c.10, s.36; 1968, c.28, s.4; 2000, c.15, s.1.

39(1) No charge is to be made against an appropriation except upon the requisition of the head of the department for which the appropriation was made.

39(2) Every requisition for payment out of the Consolidated Fund is to be made in the manner prescribed by the Comptroller.

39(3) The Comptroller shall reject a requisition where the payment

- (a) would not be a lawful charge against the appropriation, or
- (b) would result in an expenditure in excess of the appropriation.

39(4) The Comptroller may transmit any requisition to the Board for its approval.

39(5) Where the Comptroller

- (a) refuses to make a payment, or

cette année financière que si le crédit budgétaire applicable comporte un solde non grevé suffisant.

38(2) Chaque contrat

- a) conclu par la Province après l'entrée en vigueur du présent article, et
- b) prévoyant le paiement de deniers publics,

est réputé renfermer la clause suivante :

Dans une année financière, la Province ne doit faire de paiement aux termes du présent contrat que si un crédit budgétaire sur lequel doit être imputé le paiement est voté dans cette année financière.

38(3) Le ministre d'un ministère ou toute personne désignée par ce ministre veille à ce que tous les contrats sous la gestion et le contrôle de ce ministre et entraînant le paiement de deniers publics soient conservés.

38(4) Les dispositions des paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à l'octroi d'une garantie, à la conclusion d'un contrat d'indemnité ni à l'émission d'obligations, de débetures, de billets à ordre ou autres titres, par la Province ou un organisme de celle-ci.

1966, c.10, art.36; 1968, c.28, art.4; 2000, c.15, art.1.

39(1) Une imputation ne doit être faite sur un crédit budgétaire que sur demande d'imputation émanant du chef du ministère pour lequel le crédit budgétaire a été voté.

39(2) Chaque demande de paiement sur le Fonds consolidé doit être faite de la manière prescrite par le contrôleur.

39(3) Le contrôleur rejette une demande d'imputation lorsque le paiement

- a) ne peut être légalement imputé sur le crédit budgétaire, ou
- b) aboutirait au dépassement du crédit budgétaire.

39(4) Le contrôleur peut transmettre toute demande d'imputation au Conseil pour approbation.

39(5) Lorsque le contrôleur

- a) refuse de faire un paiement, ou

(b) disallows an item in an account,

the head of the department concerned may report the circumstances to the Board, which may alter or confirm the decision of the Comptroller.

1966, c.10, s.37.

40 Where an account is presented to the Comptroller for work performed, goods supplied or services rendered for or to the Province, unless the head of a department certifies

(a) that the work has been performed or goods supplied or services rendered, and

(b) that the price charged or payment requested

(i) is in accordance with a contract, or

(ii) if not specified by contract, is reasonable,

the Comptroller may refuse payment.

1966, c.10, s.38.

41 Every payment under an appropriation is to be made by the Comptroller in accordance with the regulations.

1966, c.10, s.39.

42(1) Where a refund or repayment of any expenditure is received in the same fiscal year in which the appropriation was made against which the expenditure was charged, the refund or repayment is to be credited to that appropriation.

42(2) Subject to section 24, where a refund or repayment of any expenditure is received in a fiscal year other than the fiscal year in which the appropriation was made against which the expenditure was charged, the refund or repayment is revenue in the fiscal year in which it is received.

1966, c.10, s.40; 1981, c.26, s.5.

43 The Minister of a department or any person designated by such Minister shall ensure that adequate records of the real property and personal property under the administration and control of such Minister are maintained.

1966, c.10, s.41; 1996, c.9, s.1.

b) rejette un article de compte,

le chef du ministère intéressé peut faire rapport des circonstances au Conseil qui peuvent modifier ou confirmer la décision du contrôleur.

1966, c.10, art.37.

40 Lorsque le contrôleur reçoit un compte pour travaux effectués, marchandises livrées ou services rendus à la Province ou pour elle, à moins que le chef d'un ministère ne certifie

a) que les travaux ont été effectués, les marchandises livrées ou les services rendus, et

b) que le prix ou paiement demandé

(i) est conforme à un contrat, ou

(ii) s'il n'est pas spécifié par contrat, est raisonnable,

le contrôleur peut refuser le paiement.

1966, c.10, art.38.

41 Chaque paiement sur un crédit budgétaire doit être fait par le contrôleur conformément aux règlements.

1966, c.10, art.39.

42(1) Lorsqu'une dépense est remboursée en totalité ou en partie dans l'année financière où a été voté le crédit budgétaire sur lequel elle a été imputée, le remboursement est inscrit à l'avoir de ce crédit budgétaire.

42(2) Sous réserve de l'article 24, lorsqu'une dépense est remboursée en totalité ou en partie dans une année financière qui n'est pas celle où a été voté le crédit budgétaire sur lequel elle a été imputée, le remboursement est un revenu de l'année où il est reçu.

1966, c.10, art.40; 1981, c.26, art.5.

43 Le ministre d'un ministère, ou toute personne qu'il désigne, doit veiller à ce qu'un registre convenable soit conservé de tous les biens réels et personnels relevant de sa gestion ou de son contrôle.

1966, c.10, art.41; 1996, c.9, art.1.

44 The balance of an inventory account for a department shall not exceed the amount fixed by the Board.

1966, c.10, s.42; 1973, c.34, s.1; 1975, c.22, s.4; 1984, c.44, s.9; 1996, c.9, s.2.

45 Repealed: 1996, c.9, s.3.

1966, c.10, s.43; 1973, c.34, s.1; 1996, c.9, s.3.

46 Where deletions from an inventory account for a department, whether for shortages or obsolescence, exceed in the aggregate five hundred dollars within any fiscal year, the total shall be reported in the Public Accounts.

1966, c.10, s.44; 1973, c.34, s.1; 1996, c.9, s.4.

47 The Minister shall keep accounts in accordance with the regulations showing

- (a) the revenues of the Province;
- (b) the expenditures made under and commitments chargeable against each appropriation;
- (c) the other payments into and out of the Consolidated Fund; and
- (d) the assets and direct and contingent liabilities of the Province, and reserves established with respect thereto.

1966, c.10, s.46.

48(1) Each year the Minister shall lay the Public Accounts before the Legislative Assembly

- (a) on December 31 in the year to which the Public Accounts relates if the Legislature is in session on that date, or
- (b) when the Legislature is not in session on December 31 in the year to which the Public Accounts relates, within ten days following the commencement of the next ensuing session.

48(2) Subject to subsection (3), the Minister shall prescribe the form of the Public Accounts in accordance with the regulations.

48(3) The Public Accounts for a fiscal year shall include

- (a) the financial statements of the Province for the fiscal year that report on its financial position and re-

44 Le solde d'un compte d'inventaire d'un ministère ne doit pas dépasser le montant fixé par le Conseil.

1966, c.10, art.42; 1973, c.34, art.1; 1975, c.22, art.4; 1984, c.44, art.9; 1996, c.9, art.2.

45 Abrogé : 1996, c.9, art.3.

1966, c.10, art.43; 1973, c.34, art.1; 1996, c.9, art.3.

46 Lorsque la radiation d'articles du compte d'inventaire d'un ministère, en raison de stocks manquants ou désuets, dépasse au total cinq cents dollars pendant une année financière, le total doit figurer dans les comptes publics.

1966, c.10, art.44; 1973, c.34, art.1; 1996, c.9, art.4.

47 Le Ministre tient, conformément aux règlements, des comptes indiquant

- a) les revenus de la Province;
- b) les dépenses faites et engagements imputables sur chaque crédit budgétaire;
- c) les autres recettes ou déboursés du Fonds consolidé;
- d) l'actif de la Province, son passif direct et éventuel, et les réserves afférentes à l'actif et au passif.

1966, c.10, art.46.

48(1) Chaque année le Ministre dépose les comptes publics devant l'Assemblée législative

- a) le 31 décembre de l'année à laquelle les comptes publics se rapportent si la Législature est en session à cette date, ou
- b) lorsque la Législature n'est pas en session le 31 décembre de l'année à laquelle les comptes publics se rapportent, dans les dix jours de l'ouverture de la session suivante.

48(2) Sous réserve du paragraphe (3), le Ministre prescrit, conformément aux règlements, la forme des comptes publics.

48(3) Les comptes publics de l'année financière doivent comprendre

- a) les états financiers de la Province pour l'année financière faisant rapport de l'état des finances et des ré-

sults of operations and a statement of the accounting principles followed in the preparation of those financial statements, and

(b) any other statement required by any Act or regulation to be included in the Public Accounts for the fiscal year.

1966, c.10, s.47; 1984, c.23, s.2; 1988, c.14, s.1; 1992, c.8, s.1; 1996, c.10, s.2.

48.1 The Minister shall lay before the Legislative Assembly not later than September 30 in each year the financial statements of the Province for the previous fiscal year with respect to which the Auditor General, following examination, has given an opinion in accordance with section 10 of the *Auditor General Act*.

2006, c.F-14.03, s.16.

49 Repealed: 2006, c.F-14.03, s.16.

1966, c.10, s.48; 1984, c.23, s.1; 2001, c.9, s.1; 2006, c.F-14.03, s.16.

50(1) Subject to this or any Act a debt of the Province is not assignable.

50(2) Notwithstanding subsection (1), bonds, debentures, notes and other securities issued or guaranteed by the Province or any agency thereof are assignable in accordance with their respective terms.

1966, c.10, s.49; 1968, c.28, s.4A.

51(1) Subject to subsection (3), any absolute assignment in writing under the hand of the assignor of

(a) a debt due or becoming due from the Province under a contract, or

(b) any other debt of the Province prescribed by regulation,

of which notice has been given under section 52 is effectual in law subject to all equities that would have been entitled to priority over the right of the assignee if this section had not been enacted.

51(2) Any assignment under subsection (1) transfers the debt and the power to give a discharge of that debt from the date of service of the notice under section 52.

sultats des activités de la Province ainsi qu'un rapport indiquant les principes comptables utilisés lors de la préparation de ces états financiers, et

b) tout autre état qui, en vertu d'une loi ou d'un règlement quelconque, doit être inclus dans les comptes publics de l'année financière.

1966, c.10, art.47; 1984, c.23, art.2; 1988, c.14, art.1; 1992, c.8, art.1; 1996, c.10, art.2.

48.1 Au plus tard le 30 septembre de chaque année, le ministre dépose devant l'Assemblée législative les états financiers de la province pour l'année financière précédente à l'égard desquels le vérificateur général a, suite à un examen, donné son opinion conformément à l'article 10 de la *Loi sur le vérificateur général*.

2006, c.F-14.03, art.16.

49 Abrogé : 2006, c.F-14.03, art.16.

1966, c.10, art.48; 1984, c.23, art.1; 2001, c.9, art.1; 2006, c.F-14.03, art.16.

50(1) Sous réserve de la présente ou de toute autre loi, une dette de la Province est inassignable.

50(2) Nonobstant le paragraphe (1), les obligations, débentures, billets à ordre et autres valeurs émises ou garanties par la Province ou un organisme de la Province sont cessibles selon leurs clauses respectives.

1966, c.10, art.49; 1968, c.28, art.4A.

51(1) Sous réserve du paragraphe (3), toute cession absolue faite par écrit et signée par le cédant en ce qui concerne

a) une dette de la Province échue ou arrivant à échéance aux termes d'un contrat, ou

b) toute autre dette de la Province prescrite par règlement,

lorsqu'avis de cette cession a été donné en vertu de l'article 52, est valide en droit, sous réserve de tous les droits qui auraient pris rang avant le droit du cessionnaire si le présent article n'avait pas été édicté.

51(2) Toute cession faite en application du paragraphe (1) transfère la dette et le pouvoir d'en donner libération à partir de la date de signification de l'avis visé à l'article 52.

51(3) Any amount due or becoming due by the Province as salary, wages, pay or pay and allowances is not assignable.

1966, c.10, s.50.

52 Notice of an assignment under subsection 51(1) is to be given to the Comptroller at Fredericton

(a) by personal service, or

(b) by registered mail.

1966, c.10, s.51.

53(1) Where any person has received public money and has not paid it over, accounted for it or applied it as required, the Minister may notify such person in accordance with the regulations

(a) to pay over, account for or apply such money as the case may be, and

(b) to transmit to the Minister proper vouchers that he has done so.

53(2) Where a person fails to comply with a notice under subsection (1) the Minister may institute proceedings for recovery of the money mentioned in subsection (1) together with interest thereon at the rate prescribed by regulation from the date of failure to pay over, account for or apply such money.

53(3) In any proceedings under subsection (2) the Minister may state an account between the person and the Province, which is *prima facie* evidence that the amount stated therein is due from the person to the Province without proof of the signature or official character of the Minister.

1966, c.10, s.52; 1979, c.23, s.5; 1984, c.44, s.10.

54(1) Where any person fails to transmit any account, statement, return or voucher as required by this or any Act, he shall forfeit and pay to the Province the sum of one hundred dollars to be recovered with costs as a debt due to the Province.

54(2) In any action for recovery of the sum forfeited under subsection (1) the onus of proving that the account,

51(3) Tout montant échu ou arrivant à échéance que la Province doit à titre de traitement, salaire, solde ou solde et indemnités est incessible.

1966, c.10, art.50.

52 Avis d'une cession faite en application du paragraphe 51(1) doit être donné au contrôleur à Fredericton

a) par signification à personne, ou

b) par courrier recommandé.

1966, c.10, art.51.

53(1) Lorsqu'une personne a reçu des deniers publics et a omis de les verser, d'en rendre compte ou de les affecter comme elle en est requise, le Ministre peut signifier à cette personne, conformément aux règlements,

a) de verser ces deniers publics, d'en rendre compte ou de les affecter, selon le cas, et

b) de transmettre au Ministre les pièces justificatives appropriées prouvant qu'elle l'a fait.

53(2) Lorsqu'une personne omet de se conformer à un avis donné en application du paragraphe (1), le Ministre peut engager des procédures en recouvrement des deniers mentionnés au paragraphe (1) et des intérêts sur ces deniers au taux prescrit par règlement à partir de la date depuis laquelle s'est produite l'omission de verser ces derniers, d'en rendre compte ou de les affecter.

53(3) Dans des procédures engagées en application du paragraphe (2), le Ministre peut produire un état de compte entre la personne et la Province, état qui constitue une preuve *prima facie* que le montant y déclaré est dû par la personne à la Province, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ni la qualité officielle du Ministre.

1966, c.10, art.52; 1979, c.23, art.5; 1984, c.44, art.10.

54(1) Lorsqu'une personne omet de transmettre un compte, un état, une déclaration ou une pièce justificative comme elle en est requise par la présente ou toute autre loi, elle est tenue de payer à la Province la somme de cent dollars qui peut être recouvrée avec les dépens comme une créance de la Province.

54(2) Dans toute action en recouvrement de la somme d'argent visée au paragraphe (1), il incombe au défendeur

statement, return or voucher was so transmitted rests upon the defendant.

1966, c.10, s.53.

55 An affidavit showing that a person has received any public money and has failed to pay over such money as required by this or any Act is *prima facie* evidence of the facts stated therein.

1966, c.10, s.54.

56 Where by reason of neglect of duty by a person employed in collecting or receiving any public money, a sum of money is lost to the Province, that person is accountable for such sum as if he had collected and received it and it may be recovered from him as if he had collected and received it.

1966, c.10, s.55.

57 Where any person employed in the public service to collect, manage or disburse public money

(a) receives any compensation or reward for the performance of any official duty, except as by law prescribed;

(b) conspires or colludes with or assists any person to defraud the Province;

(c) knowingly permits any violation of the law relating to the collection, management or disbursement of public money;

(d) wilfully makes or signs any false entry in any book or wilfully makes or signs any false certificate or return in any case in which it is his duty to make an entry, certificate or return;

(e) having knowledge of the violation of any law relating to the collection, management or disbursement of public money or of fraud committed against the Province under any such law, fails to report such knowledge to a superior officer; or

(f) demands, accepts or attempts to collect any sum of money, or other thing of value for the compromise, adjustment or settlement of any charge or complaint for any violation or alleged violation of law;

de prouver qu'il a transmis comme il en était requis le compte, l'état, la déclaration ou la pièce justificative.

1966, c.10, art.53.

55 Un affidavit attestant qu'une personne a reçu des deniers publics et a omis de les verser comme elle en est requise par la présente ou toute autre loi constitue une preuve *prima facie* des faits qui y sont énoncés.

1966, c.10, art.54.

56 Si, du fait qu'une personne employée à la perception ou réception de deniers publics a négligé ses devoirs, la Province a perdu une somme, la personne est responsable de cette somme comme si elle l'avait perçue et reçue et la somme peut être recouvrée de cette personne comme si elle l'avait perçue et reçue.

1966, c.10, art.55.

57 Lorsqu'une personne employée dans les services publics à la perception, à la gestion ou au déboursement de deniers publics

a) reçoit, pour l'accomplissement d'un devoir de sa charge, une rétribution ou récompense quelconque qui n'est pas légalement prescrite;

b) conspire ou agit en complicité avec une autre personne pour frauder la Province ou l'y aide;

c) permet sciemment la violation d'une règle de droit relative à la perception, à la gestion ou au déboursement des deniers publics;

d) passe ou signe volontairement une fausse inscription dans un livre ou établit ou signe volontairement un faux certificat ou une fausse déclaration dans un cas où il lui incombe de passer une inscription ou d'établir un certificat ou une déclaration;

e) ayant connaissance soit de la violation d'une règle de droit relative à la perception, à la gestion ou au déboursement de deniers publics, soit d'une fraude commise aux dépens de la Province dans l'application d'une telle règle de droit, omet de faire rapport à un supérieur hiérarchique sur ce qu'elle sait à ce sujet; ou

f) exige, accepte ou essaie de percevoir une somme ou d'obtenir quelque autre chose de valeur pour le compromis, l'arrangement ou le règlement relatif à une accusation ou une plainte de violation ou prétendue violation d'une règle de droit;

the Minister may suspend that person from his employment.

1966, c.10, s.56; 1975, c.22, s.5.

58 All property kept, received by or possessed in connection with his employment by any person employed to collect, manage or disburse public money is property of the Province.

1966, c.10, s.57.

59(1) Where any person is indebted to the Province in a specific sum of money, the Comptroller may retain by way of deduction or set-off the amount of any such indebtedness out of any sum of money that may be due or payable by the Province to that person.

59(2) The Comptroller may recover any overpayment made out of the Consolidated Fund for salary, wages, pay or pay and allowance out of any sum of money that may be due or payable by the Province to the person to whom such overpayment was made.

1966, c.10, s.58; 1979, c.23, s.6.

59.1(1) Except where otherwise provided under any other Act or any regulation, contract or arrangement, an administrative charge is payable in accordance with the regulations by a person who, in payment or settlement of an amount due to the Province,

(a) presents a means of payment that is subsequently dishonoured, or

(b) authorizes the direct debiting at a specified time of an amount at a bank, credit union or other financial institution and the debit is not made at the specified time.

59.1(2) An administrative charge payable under this section constitutes a debt due to the Province and may be recovered by action by the Province in any court of competent jurisdiction.

1996, c.8, s.1.

60 When any account, statement, return or document required by any Act or otherwise to be laid before the Legislature contains the same information or less information than is contained in the Public Accounts, the Lieutenant-Governor in Council may direct that the account, statement, return or document be discontinued.

1966, c.10, s.59.

le Ministre peut suspendre cette personne.

1966, c.10, art.56; 1975, c.22, art.5.

58 Tous les biens gardés ou reçus par une personne employée à la perception, à la gestion ou au déboursement de deniers publics et tous les biens possédés par elle du fait de son emploi sont propriété de la Province.

1966, c.10, art.57.

59(1) Dans le cas où une personne doit une certaine somme à la province, le contrôleur peut retenir, par voie de déduction ou compensation, le montant de cette dette sur toute somme qui peut être due ou payable par la province à cette personne.

59(2) Le contrôleur peut recouvrer tout paiement en trop fait sur le Fonds consolidé à titre de traitement, salaire, solde ou solde et indemnités, sur toute somme qui peut être due ou payable par la Province à la personne à laquelle a été fait ce paiement en trop.

1966, c.10, art.58; 1979, c.23, art.6.

59.1(1) Sauf disposition contraire de toute autre loi, règlement, contrat ou entente, des frais administratifs sont payables, conformément aux règlements, lorsqu'en règlement d'un montant dû à la Province une personne

a) présente un moyen de paiement qui, par la suite, n'est pas honoré, ou

b) autorise le prélèvement automatique sur un compte à une banque, à une caisse populaire ou à une autre institution financière et que le prélèvement n'est pas effectué à ce moment.

59.1(2) Les frais administratifs payables en vertu du présent article constituent des créances de la Province et sont recouvrables par voie d'action de la Province devant tout tribunal compétent.

1996, c.8, art.1.

60 Lorsqu'un compte, un état, une déclaration ou un document, dont la présentation à la Législature est exigée par une loi ou autrement, porte les mêmes renseignements ou moins de renseignements que les comptes publics, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner de ne plus l'établir.

1966, c.10, art.59.

61 Subject to any other Act, no transfer, lease or loan of property of the Province is to be made except in accordance with regulations.

1966, c.10, s.60.

62 On the recommendation of the Board the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to give effect to this Act and without restricting the generality of the foregoing may make regulations

- (a) respecting the collection, management, administration of and the accounting for public money;
- (b) respecting the keeping of financial records of the Province;
- (c) respecting the establishment of reserves;
- (d) prescribing the departments and divisions of the public service to which this Act applies;
- (e) authorizing accountable advances and the terms and conditions of repayment thereof;
- (f) for the efficient administration of the public service;
- (g) respecting depositing of public money;
- (h) respecting the keeping of records of receipts and deposits of public money;
- (i) prescribing a scale of fees to be charged for services provided by the Province to any person;
- (j) respecting the deletion from the assets of the Province of any obligation or debt due to, or claim by, the Province;
- (k) subject to any other Act, prescribing payment of interest on money paid to the Province for a special purpose and deposited in the Consolidated Fund;
- (k.1) prescribing the rate of interest for the purposes of subsection 53(2);
- (l) respecting payments under an appropriation;
- (m) respecting the conditions under which contracts involving public money may be made;

61 Sous réserve de toute autre loi, un transfert, un bail ou une location portant sur des biens de la Province ne peut être fait qu'en conformité des règlements.

1966, c.10, art.60.

62 Sur recommandation du Conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements pour donner effet à la présente loi et, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, peut établir des règlements

- a) concernant la perception, la gestion, l'administration et la comptabilité et reddition des comptes des deniers publics;
- b) concernant la tenue des registres et autres documents financiers de la Province;
- c) concernant l'établissement des réserves;
- d) déterminant les ministères et éléments des services publics auxquels la présente loi s'applique;
- e) autorisant des avances comptables et établissant les conditions de leur remboursement;
- f) visant à la bonne administration des services publics;
- g) concernant le dépôt des deniers publics;
- h) concernant la tenue des registres de recettes et dépôts de deniers publics;
- i) prescrivant le tarif des droits à exiger pour les services fournis par la Province à toute personne;
- j) concernant toute radiation effectuée sur l'actif de la Province et afférente à une obligation ou dette envers la Province ou à une réclamation de la Province;
- k) prescrivant, sous réserve de toute autre loi, le paiement d'intérêts sur les sommes payées à la Province pour une fin spéciale et déposée au Fonds consolidé;
- k.1) fixant le taux d'intérêt aux fins du paragraphe 53(2);
- l) concernant les paiements sur un crédit budgétaire;
- m) concernant les conditions de passation des contrats impliquant recette ou dépense de deniers publics;

- | | |
|---|--|
| <p>(n) Repealed: 1996, c.9, s.5.</p> <p>(o) respecting the accounts to be kept under section 47;</p> <p>(p) Repealed: 1996, c.9, s.5.</p> <p>(q) Repealed: 1996, c.9, s.5.</p> <p>(r) respecting the form of the Public Accounts;</p> <p>(s) prescribing additional classes of debts due from the Province for the purposes of subsection 51(1);</p> <p>(t) prescribing the form and manner in which a notice referred to in section 53 is to be given;</p> <p>(t.1) respecting administrative charges under section 59.1;</p> <p>(u) subject to any other Act, prescribing the conditions under which property of the Province is to be disposed of, transferred, leased or lent; and</p> <p>(v) generally for the better administration of this Act.</p> <p>1966, c.10, s.61; 1969, c.31, s.3; 1971, c.33, s.3; 1973, c.34, s.2; 1975, c.22, s.6; 1979, c.23, s.7; 1994, c.19, s.3; 1996, c.8, s.2; 1996, c.9, s.5.</p> | <p>n) Abrogé : 1996, c.9, art.5.</p> <p>o) concernant les comptes à tenir en vertu de l'article 47;</p> <p>p) Abrogé : 1996, c.9, art.5.</p> <p>q) Abrogé : 1996, c.9, art.5.</p> <p>r) concernant la forme des comptes publics;</p> <p>s) prescrivant des catégories supplémentaires de dettes dues par la Province aux fins du paragraphe 51(1);</p> <p>t) prescrivant en quelle forme et de quelle manière doit être donné un avis mentionné à l'article 53;</p> <p>t.1) concernant les frais administratifs perçus en vertu de l'article 59.1;</p> <p>u) prescrivant, sous réserve de toute autre loi, les conditions selon lesquelles des biens de la Province peuvent être aliénés, transférés ou loués; et</p> <p>v) visant, en général, à une meilleure application de la présente loi.</p> <p>1966, c.10, art.61; 1969, c.31, art.3; 1971, c.33, art.3; 1973, c.34, art.2; 1975, c.22, art.6; 1979, c.23, art.7; 1994, c.19, art.3; 1996, c.8, art.2; 1996, c.9, art.5.</p> |
|---|--|

Schedule A: Repealed: 1975, c.22, s.7.
1975, c.22, s.7.

Annexe A : Abrogé : 1975, c.22, art.7.
1975, c.22, art.7.

Schedule B: Repealed: 1975, c.22, s.7.
1975, c.22, s.7.

Annexe B : Abrogé : 1975, c.22, art.7.
1975, c.22, art.7.

N.B. This Act is consolidated to September 1, 2008.

N.B. La présente loi est refondue au 1^{er} septembre 2008.

QUEEN'S PRINTER FOR NEW BRUNSWICK © IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE NOUVEAU-BRUNSWICK

All rights reserved/Tous droits réservés